



## Et pendant ce temps on continue d'expulser...

La politique en matière d'immigration continue d'empirer. Et si les mobilisations permettent de résoudre des situations dramatiques (voir encadré ci-contre) :

- les préfets continuent les expulsions d'enfants, d'adultes dans des pays où leurs intégrités physiques et morales ne sont pas garanties,
- le Président de la République fait des amalgames scandaleux confondant « naïvement » naturalisation et régularisation en direct à la télévision (le 24 avril),
- on assiste depuis début 2008 à la mise en place progressive d'un dispositif juridique qui réduit de plus en plus les droits des étrangers et qui les prive de la possibilité pratique d'exercer ces droits.

*Le processus de régularisation a été enclenché pour plusieurs travailleurs sans-papiers qui travaillent en France. La reconnaissance du droit au séjour pour ces salariés s'impose aujourd'hui comme une évidence.*

*La plupart des familles soutenues par le Collectif Nivernais Contre l'Expulsion d'Enfants et d'Adolescents Scolarisés ont obtenu de pouvoir rester en France mais le travail d'insertion demeure.*

Et maintenant c'est l'Europe qui semble céder à un élan xénophobe. En effet un nouveau projet de directive sur la détention et l'expulsion des personnes étrangères vient d'être adopté par les 27 Etats membres de l'Union Européenne. Il est soumis au vote du Parlement européen le 18 juin à Strasbourg. Ce projet de directive préfigure l'installation en Europe d'un modèle permettant l'enfermement généralisé des étrangers sans-papiers et des demandeurs d'asile dans des camps. Cette directive constitue une nouvelle étape grave dans l'affaiblissement des garanties démocratiques. Elle prévoit en effet un enfermement des étrangers pouvant atteindre dix-huit mois, la détention et l'éloignement des femmes enceintes, personnes âgées, victimes de torture,... et des mineurs qu'ils soient ou non accompagnés, au mépris du respect de l'intérêt supérieur de l'enfant, une systématisation de l'interdiction du territoire de l'UE pendant cinq ans ...



Comme le précisait l'appel qui a créé notre collectif de citoyens, d'associations, de syndicats, de partis politiques, d'églises, nous nous engageons à prendre nos responsabilités de citoyens, chaque fois qu'il le faudra, pour le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

Nous appelons à la vigilance et à faire savoir par tous les moyens disponibles l'opposition de chacun à une politique visant à exclure, à réprimer, à traquer avant de protéger. Nous refusons les politiques du chiffre et de l'immigration choisie : l'Europe doit être un espace d'accueil et d'égalité des droits plutôt que de répression xénophobe.